

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 1525

[C — 31217]

26 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles, notamment l'article 10;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence d'établir la taxe régionale pour l'exercice 1994.

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant les Finances dans ses attributions;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'exercice 1994 et pour les exercices suivants les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles, dont question à l'article 10 de l'ordonnance mentionnée ci-dessus, sont déterminés à l'annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 1994.

Art. 4. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 1525

[C — 31217]

26 JANUARI 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid om de gewestelijke belasting 1994 in te vorderen.

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het belastingjaar 1994 en voor de volgende jaren worden de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van de houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, waarvan sprake in artikel 10 van de hierboven vermelde ordonnantie, in de bijlage van dit besluit vastgesteld.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 september 1994.

Art. 4. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 januari 1995.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Terwerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

Annexe I à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles



Ministère de la Région de
Bruxelles-Capitale
Administration des Finances
Taxe Régionale pour 1994

Boîte postale 9
Bruxelles 37 - 1000 Bruxelles

**A RENVoyer
AVANT LE**

**TAXE
1994**

Modèle A

Immeuble bâti concerné + N° de réf.:

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 23 juillet 1992 (MB du 01/08/1992), relative à la taxe régionale à charge des propriétaires et des titulaires de droits réels sur certains immeubles, prévoit que chaque propriétaire d'un immeuble bâti non affecté à la résidence, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, doit remplir un formulaire de déclaration. Ce formulaire, dûment complété et signé, doit nous être renvoyé dans les trente jours de son envoi.

Exonérations:

Tous les propriétaires ne sont pas taxés. Cette taxe n'est pas due pour les immeubles affectés à la résidence. Sont concernés, les propriétaires d'immeubles:

- 1° - affectés à des activités industrielles ou artisanales dont la superficie excède 1.500 m²
- 2° - affectés à des activités autres que celles décrites au point 1° dont la superficie est supérieure à 300 m².

Diverses exonérations sont également prévues (voir l'art. 4 § 3 à la dernière page de ce formulaire).

NB: Le fait de ne plus être propriétaire ou de ne pas appartenir à l'une de ces catégories ne vous dispense pas de remplir le formulaire. Ainsi, si vous êtes propriétaire d'un immeuble uniquement affecté à la résidence, il y a également lieu de renvoyer ce formulaire.

Sanctions :

Lorsque le redevable n'a pas remis la déclaration dans les délais, ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par l'ordonnance ou en exécution de celle-ci, il sera procédé à l'établissement d'office de la taxe due sur base des éléments dont dispose l'administration. Dans ce cas, il vous incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office. En outre, le montant de la taxe peut être majoré de 10% pour refus d'information ou communication de renseignements inexacts ou incomplets.

Conclusion:

Nous vous invitons dans votre intérêt à remplir ce document et à nous le renvoyer le plus vite possible, en tout cas avant le

- Si pour une raison valable vous ne pouvez le faire, n'hésitez pas à appeler le service compétent. Nos services restent à votre disposition au n° de téléphone 02/204.14.07 de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au CCN, Rue de Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30 sur rendez-vous préalable.

- Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 9, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

J.P. Hagon
Le fonctionnaire délégué

U kan een nederlandstalig formulier aanvragen op het bovenvermelde telefoonnummer.

Article 2 - Pour l'exercice 1994, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 § 1 c) - La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8 § 1er - La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1er, c) est fixée, par immeuble bâti, à F 200 le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 1500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales, sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral, afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8 § 2 - Pour la détermination des surfaces visées au § 1er ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10 - La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1er, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14 § 1er - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15 - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10% du montant de la taxe due.

EXONERATIONS

Article 4 § 3 - La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles:

- 1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;
- 2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de la laïcité;
- 3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, oeuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre menés par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucre, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4 § 4 - Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale (M.B. 01.08.1992), peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, boîte postale 19, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles.

Bijlage I bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen



Ministerie van het Brusselse
Hoofdstedelijk Gewest
Administratie van Financiën
Gewestelijke Belasting voor 1994

Postbus 9
Brussel 37 - 1000 Brussel

TERUG TE STUREN
VOOR

TAKS 1994

Model A

Bebouwd onroerend goed + Ref. nr.:

Geachte Mevrouw, Geachte Heer,

De ordonnantie van 23 juli 1992 (BS van 01/08/1992) betreffende de gewestelijke belasting ten laste van eigenaars en houders van een zakelijk recht op bebouwde eigendommen voorziet dat elke eigenaar van een bebouwd onroerend goed die niet voor bewoning bestemd is en gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een aangifteformulier moet indienen. Dit formulier dient, behoorlijk ingevuld en ondertekend, teruggestuurd te worden binnen de dertig dagen na verzending.

Vrijstellingen :

Niet alle eigenaars worden belast. De onroerende goederen bestemd voor bewoning vallen buiten deze belasting. Uiteindelijk zullen alléén die eigenaars belast worden voor onroerende goederen die:

- 1° - gebruikt worden voor industriële of ambachtelijke activiteiten waarvan de oppervlakte groter is dan 1.500 m².
- 2° - gebruikt worden voor andere activiteiten dan onder punt 1, waarvan de oppervlakte groter is dan 300 m².

Er zijn ook verscheidene vrijstellingen voorzien (zie art 4 § 3 op de achterzijde van dit formulier).

NB: Als U geen eigenaar meer bent van het bovenstaande onroerend goed of als U meent niet onder deze belasting te vallen, vul dan toch dit formulier in. Ook als Uw eigendom uitsluitend voor bewoning bestemd is, gooi het niet weg maar stuur het ons correct ingevuld terug.

Sancties :

Indien de belastingplichtige de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, wordt er overgegaan tot ambtshalve heffing van de verschuldigde belasting op basis van de elementen waarover de administratie beschikt. In geval van betwisting dient U dan te bewijzen dat de ambtshalve belasting kennelijk overdreven is. Daarenboven kan het bedrag van de belasting met 10 % verhoogd worden bij iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en bij iedere verkeerde of onvolledige inlichting.

Conclusie :

Het is dus in Uw belang om dit aangifteformulier snel in te vullen en terug te sturen; in elk geval vóór

- Indien er geldige redenen zijn die U weerhouden dit te doen, aarzel dan niet contact op te nemen met onze diensten, die ter uw beschikking blijven op het tel.nr. 02/204.14.07. van 9u tot 12u en van 14u tot 16u, of aan onze loketten op het CCN, Vooruitgangstraat, 80, 1210 Brussel van 9u tot 11.30u na voorafgaandelijke afspraak.
- Elke briefwisseling dient U te sturen naar het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, Postbus 9, Brussel 37, 1000 Brussel zonder het referentienummer van Uw dossier te vergeten.

Wij danken U voor Uw medewerking.

Hoogachtend,

J.P. Hagon
De afgevaardigde ambtenaar

Un formulaire en français peut être obtenu
sur simple demande au n° de tél. ci-dessus

Artikel 2 - Vanaf het belastingjaar 1994 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezetters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3 §1 c) - De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker of de houder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8 §1 - De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, §1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op F 200 per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 1500 vierkante meter, zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14% van het kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8 §2 - Voor de vaststelling van de in §1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenmuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10 - Het Gewest zendt de in artikel 3, §1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14 §1 - Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover ze beschikken.

Artikel 15 - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de

ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10% van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN:

Artikel 4 §3 - De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

- 1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;
- 2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;
- 3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;
- 4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;
- 5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderopvang te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "l'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4 §4 - De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting (Belgisch Staatsblad van 01.08.1992), kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, postbus 19, Brussel 37, 1000 Brussel.

Annexe II à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles



Ministère de la Région de
Bruxelles-Capitale
Administration des Finances
Taxe régionale pour 1994

Modèle B

A RAPPELER DANS
TOUTE
CORRESPONDANCE

N° DE REFERENCE

A RENVoyer AVANT LE

IMMEUBLE BÂTI POUR LEQUEL LA TAXE EST DUE

NOM ET ADRESSE DU REDEVABLE

Madame, Monsieur,

L'ordonnance du 23/07/1992 (MB du 01/08/1992) relative à la taxe régionale à charge des propriétaires et des titulaires de droits réels sur des immeubles bâtis non affectés à la résidence (situation au 1er janvier 1994), prévoit la remise d'un formulaire de déclaration. Nous résumons ci-dessous les renseignements fournis pour le dernier exercice.

RESUME DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS POUR LE DERNIER EXERCICE :

La surface TOTALE de l'immeuble bâti mentionné ci-dessus s'élève à:

m²

Plus de 50% de la surface non affectée à la résidence sert à des activités industrielles ou artisanales:

La partie de cet immeuble bâti qui est affectée à la RESIDENCE, et qui est non taxable, s'élève à

m²

REVENU CADASTRAL:

La surface NON affectée à la résidence, s'élève à:

m²

Votre R. C. non-indexé s'élève à

FB

1. Le soussigné,..... déclare qu'au 1er JANVIER 1994 il n'y a pas eu de changements par rapport aux données sus-mentionnées, ni de modifications par rapport à l'occupation des lieux.

Date :

Signature

2. Si des changements sont intervenus au 1er JANVIER 1994, veuillez utiliser le formulaire de déclaration au verso.

Veuillez nous renvoyer le présent document le plus vite possible, en tout cas avant le afin de ne pas être taxé d'office avec pénalisation.

SANCTIONS:

Vous devez nous renvoyer ce formulaire avant la date prévue pour éviter d'être taxé d'office. Veuillez noter également qu'une majoration de 10% du montant de la taxe due est prévue en cas de refus d'information ou de communication de renseignements inexacts ou incomplets (voir l'art. 14 et 15 à la dernière page).

RENSEIGNEMENTS:

Pour tout renseignement complémentaire, nos services restent à votre disposition au n° de téléphone 02/204.14.07 de 9h à 12h et de 14h à 16h ou à nos guichets au C.C.N., Rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles, de 9h à 11h30, sur rendez-vous préalable. Tout courrier doit être adressé au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Boîte postale 9, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles, sans oublier de mentionner le n° de référence inscrit ci-dessus.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J.P. Hagon, le fonctionnaire délégué.

Article 2 - Pour l'exercice 1994, il est établi une taxe annuelle à charge des occupants d'immeubles bâtis situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et de titulaires de droits réels sur des immeubles non affectés à la résidence; elle est due sur la base de la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 § 1 c) - La taxe est à charge du propriétaire en pleine propriété ou, à défaut d'un propriétaire en pleine propriété, de l'emphytéote, de l'usufruitier ou du titulaire du droit d'usage, pour tout ou partie d'immeuble bâti situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale non affecté à la résidence.

Article 8 § 1er - La taxe prévue à charge des redevables visés à l'article 3, § 1er, c) est fixée, par immeuble bâti, à F 200 le mètre carré de surface plancher au-delà des 300 premiers mètres carrés ou des 1500 premiers mètres carrés s'il s'agit de surfaces affectées à des activités industrielles ou artisanales, sans qu'elle puisse excéder un montant correspondant à 14 % du revenu cadastral, afférent aux surfaces de tout ou partie d'immeuble, soumises à la taxe.

Article 8 § 2 - Pour la détermination des surfaces visées au § 1er ci-dessus, il faut entendre les superficies des planchers mesurés sans soustraire les surfaces des murs et dégagements intérieurs; ces superficies sont limitées au nu extérieur des murs des façades et aux axes des murs mitoyens.

Article 10 - La Région adresse aux redevables visés à l'article 3, § 1er, c), une formule de déclaration dont le modèle est arrêté par l'Exécutif.

Les redevables sont tenus de renvoyer cette déclaration dûment complétée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 14 § 1er - Lorsque le redevable n'a pas remis dans les délais la déclaration dont question à l'article 10 ou ne s'est pas conformé aux obligations qui lui sont imposées par la présente ordonnance ou en exécution de celle-ci, les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, procèdent à l'établissement d'office de la taxe due par le redevable eu égard aux éléments dont ils disposent.

Article 15 - Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, sur réquisition des fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraînent une majoration de la taxe de 10% du montant de la taxe due.

EXONERATIONS

Article 4 § 3 - La taxe dont question à l'article 8 n'est pas due, pour les immeubles ou parties d'immeubles:

- 1° servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics;
- 2° servant aux cultes ou occupés par les communautés religieuses relevant d'une religion reconnue par l'Etat, ainsi qu'aux maisons de la laïcité;
- 3° affectés à l'usage d'hôpitaux, cliniques, dispensaires, oeuvres de bienfaisance et activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre menés par des personnes subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 4° affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics;
- 5° affectés par des personnes publiques ou privées ne poursuivant pas de but de lucre, soit à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes, soit à la garde d'enfants, moyennant agrément par "l'Office de la Naissance et de l'Enfance" ou "Kind en Gezin".

Article 4 § 4 - Les exonérations mentionnées ci-dessus sont accordées d'office.

Le texte de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale (M.B. 01.08.1992), peut être obtenu sur simple demande auprès de l'Administration des Finances du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, boîte postale 19, Bruxelles 37, 1000 Bruxelles.

Bijlage II bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op somnige onroerende goederen



Ministerie van het Brusselse
Hoofdstedelijk Gewest
Administratie van Financiën

Gewestelijke belasting 1994

TE VERMELDEN BIJ
ELKE
BRIEFWISSELING

REFERENTIENUMMER

TERUG TE STUREN VOOR

Model B

BEBOUWDE EIGENDOM WAARVOOR DE BELASTING VERSCHULDIGD IS

NAAM EN ADRES VAN DE BELASTINGPLICHTIGE

Geachte Mevrouw, Geachte Heer,

De ordonnantie van 23/07/1992 (BS van 01/08/1992) betreffende de gewestelijke belasting ten laste van eigenaars en houders van een zakelijk recht op bebouwde eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn (toestand op 1 januari 1994) voorziet de afgifte van een aangifteformulier. Hieronder vindt U een samenvatting van de verschafte inlichtingen voor het laatste dienstjaar.

SAMENVATTING VAN DE VERSCHAFTE INLICHTINGEN VOOR HET LAATSTE DIENSTJAAR:

De TOTALE oppervlakte van de bovenstaande bebouwde eigendom bedraagt:

m²

Meer dan 50% van het niet-bewoonde gedeelte wordt gebruikt voor industriële of ambachtelijke activiteiten.

Het gedeelte van deze oppervlakte dat bestemd is voor BEWONING, hetgeen NIET belastbaar is, bedraagt: -

m²

KADASTRAAL INKOMEN:

De oppervlakte NIET bestemd voor bewoning bedraagt:

m²

Uw niet-geïndexeerde K.I. bedraagt:

Bfr

1. Ondergetekende,, verklaart hierbij dat er op 1 JANUARI 1994 geen veranderingen zijn opgetreden in de bovenstaande gegevens, noch veranderingen ten opzichte van de bezetting van het gebouw

Datum:

Handtekening:

2. Indien er wél wijzigingen zijn opgetreden op 1 JANUARI 1994, gelieve het aangifteformulier op de keerzijde in te vullen.

Het is in Uw belang om dit formulier snel terug te sturen; in elk geval vóór om een ambtshalve belasting met een belastingsverhoging te voorkomen.

SANCTIES:

Indien U ons dit formulier niet tijdig terugbezorgd heeft, zien wij ons verplicht U ambtshalve te belasten. Gelieve ook rekening te houden met een mogelijke verhoging van de door U verschuldigde belasting indien U ons weigert informatie te verschaffen of verkeerde of onvolledig inlichtingen verstrekt (zie art. 14 en 15 op de laatste pagina).

INLICHTINGEN:

Voor nadere inlichtingen kan U terecht bij onze diensten op het telefoonnummer 02/204.14.07 van 9u tot 12u en van 14u tot 16u of aan onze loketten in het C.C.N.-gebouw, Vooruitgangstraat 80, 1210 Brussel, van 9u tot 11u30, na voorafgaandelijke afspraak. Gelieve elke briefwisseling te sturen naar het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, postbus 9, Brussel 37, 1000 Brussel, met vermelding van het bovenstaande referentienummer.

Hoogachtend,

J.P. Hagon, De afgevaardigde ambtenaar.

Artikel 2 - Vanaf het belastingjaar 1994 wordt een jaarlijkse belasting geheven ten laste van de bezetters van bebouwde eigendommen, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en van houders van een zakelijk recht op onroerende eigendommen die niet voor bewoning bestemd zijn. Deze belasting is verschuldigd op basis van de bestaande toestand op 1 januari van het belastingjaar.

Artikel 3 §1 c) - De belasting is verschuldigd door de volle eigenaar of, bij gebreke aan een volle eigenaar, door de erfpachter, de vruchtgebruiker of de houder van een recht van gebruik van een bebouwde eigendom of een gedeelte ervan, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet bestemd is voor bewoning.

Artikel 8 §1 - De belasting verschuldigd door de belastingplichtigen bedoeld in artikel 3, §1, c), is vastgesteld, per bebouwde eigendom, op F 200 per vierkante meter vloeroppervlakte boven de eerste 300 vierkante meter of, als het gaat om oppervlakten die bestemd zijn voor industriële of ambachtelijke activiteiten, boven de eerste 1500 vierkante meter, zonder dat ze een bedrag overeenstemmend met 14% van het kadastraal inkomen van de oppervlakte van de volledige eigendom of een gedeelte ervan, onderworpen aan de belasting, mag overschrijden.

Artikel 8 §2 - Voor de vaststelling van de in §1 hierboven bedoelde oppervlakten, dienen verstaan de oppervlakten van de vloeren gemeten zonder aftrek van de oppervlakten van de binnenmuren en doorgangen; die oppervlakten worden beperkt tot het vlakke deel van de gevelmuren en het midden van de gemeenschappelijke muren.

Artikel 10 - Het Gewest zendt de in artikel 3, §1, c), bedoelde belastingplichtigen een aangifteformulier waarvan het model door de Executieve vastgesteld wordt.

De belastingplichtigen dienen dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden, binnen dertig dagen na zijn verzending.

Artikel 14 §1- Wanneer de belastingplichtige zijn aangifte bedoeld in artikel 10 niet binnen de termijnen heeft ingediend, of de verplichtingen hem opgelegd door deze ordonnantie of in uitvoering ervan niet heeft nageleefd, gaan de ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, ambtshalve over tot de heffing van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting op grond van de elementen waarover ze beschikken.

Artikel 15 - De belastingplichtigen zijn ertoe gehouden om, mondeling of schriftelijk, op verzoek van de

ambtenaren die belast zijn met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften en met de invordering en de inning van de belasting, alle inlichtingen te verschaffen die hen worden gevraagd ten einde de precieze inning van de belasting te kunnen laste of ten laste van derden, te kunnen verifiëren.

Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting hebben een verhoging met 10% van de verschuldigde belasting tot gevolg.

VRIJSTELLINGEN:

Artikel 4 §3 - De belasting, bedoeld in artikel 8, is niet verschuldigd voor de gebouwen of gedeelten ervan :

- 1° die dienen voor de onderwijsinstellingen georganiseerd of betoelaagd door de overheid;
- 2° die dienen voor erediensten of betrokken worden door religieuze gemeenschappen waarvan de godsdienst als zodanig door de Staat erkend is, of dienen als vrijzinnige huizen;
- 3° die dienen voor ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, weldadigheidsinstellingen en activiteiten van sociale hulp en gezondheidszorg, bestuurd door personen betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover zij hun activiteit zonder winstoogmerk uitoefenen;
- 4° die dienen voor culturele of sportieve activiteiten, betoelaagd of erkend door de overheid, voor zover deze activiteit zonder winstoogmerk uitgeoefend wordt;
- 5° die dienen voor openbare of privé-inrichtingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben ofwel een gemeenschappelijke huisvesting te verlenen aan wezen, bejaarden, gehandicapte personen of jongeren, ofwel kinderopvang te organiseren en erkend zijn door "Kind en Gezin" of "l'Office de la Naissance et de l'Enfance".

Artikel 4 §4 - De hierboven vermelde vrijstellingen worden ambtshalve toegekend.

De tekst van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestelijke belasting (Belgisch Staatsblad van 01.08.1992), kan op aanvraag verkregen worden bij het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, postbus 19, Brussel 37, 1000 Brussel.

Vu les annexes I et II pour être annexées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 déterminant les modèles de la formule de déclaration à la taxe régionale à charge des titulaires de droits réels sur certains immeubles

Gezien de bijlagen I en II om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 januari 1995 tot vaststelling van de modellen van het aangifteformulier betreffende de gewestbelasting ten laste van houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
ayant les Finances dans ses attributions,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren,

J. CHABERT